

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 AGEN

AGEN, le 04/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Gascogne Compost - SEDE ENVIRONNEMENT

4 avenue de la Madeleine
33170 Gradignan

Références : OD/Ubd24-47/2023/125
Code AIOT : 0005207883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement Gascogne Compost - SEDE ENVIRONNEMENT implanté Landes de la Gravette 47420 Durance. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre des Obligations Légales de Débroussaillage

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gascogne Compost - SEDE ENVIRONNEMENT
- Landes de la Gravette 47420 Durance
- Code AIOT : 0005207883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de compostages de déchets et boues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Obligations Légales de Débroussaillage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Sans objet

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 20/04/2016, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le début de la voie d'accès au Nord nécessite de compléter le débroussaillage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2016, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Obligations légales de débroussaillage – généraliste

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Au sein des espaces exposés et sous réserve des dispositions prévues par arrêté préfectoral en application du code forestier (article L 133-1), le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires (article LI 34-6 du Code forestier) aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature sur une profondeur de 50 m (pouvant être porté jusqu' à 100 mètres par arrêté municipal) ainsi qu' aux voies privées y donnant accès sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie.

Notes

Le débroussaillage inclut la réalisation et l'entretien des opérations suivantes :

- a) Le maintien, notamment par les moyens de taille et l'élagage, des premiers feuillages, des arbres à une distance minimale de 3 mètres de tout point des constructions et de leurs toitures et installations.
- b) L'élagage des arbres afin que l'extrémité des plus basses branches se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 mètres du sol dans la limite d'un tiers de la hauteur maximale.
- c) La suppression des arbustes en sous-étage des arbres maintenus, à l'exception des essences feuillues ou résineuses maintenues en nombre limité lorsqu'elles sont nécessaires pour assurer le renouvellement du peuplement forestier.
- d) La coupe de la végétation herbacée et ligneuse basse.
- e) Les voies d' accès aux constructions, chantiers et installations de toute nature doivent être débroussaillées sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de l'emprise de la voie. De plus, un gabarit de circulation de 4 mètres doit être aménagé en supprimant toute végétation sur une hauteur de 4 mètres et une largeur de 2 mètres de part et d'autre de l'axe central de la voie.
- f) L'élimination de tous les végétaux et débris de végétaux morts, ainsi que l'ensemble des rémanents de coupe et de débroussaillage. Cette élimination peut notamment être effectuée par broyage, apport en déchetterie ou brûlage (dans le respect des dispositions encadrant l'emploi du feu).

L'exploitant est responsable du débroussaillage à l'intérieur de son périmètre ICPE. AU delà, les propriétaires des parcelles sont responsables du débroussaillage.

Constats : L'inspection identifie bien un "espace exposé" (200m autour d'un massif) au Nord Est, dans lequel le site de Sede se situe.

- a) aucun arbre n'est à une distance inférieure à 3m d'une construction, installation ou toiture sur le site.
- b) absence de massif dans une bande de 50m autour des constructions.
- c) sans objet sur le site.
- d) la coupe de la végétation herbacée et ligneuse doit être renouvelée 50 m autour du site dès que la végétation sèche.
- e) la voie d'accès privée à l'entrée du site est concernée par les dispositions de gabarit à dégager sur 4m de hauteur 2m de part et d'autre de l'axe de la voie. Au nord de la piste sur une profondeur de 10 m le débroussaillage réalisé doit être rendu conforme par l'élagage des troncs conformément au b) de la note ci-dessus, et la suppression des arbustes conformément au c) de la note ci-dessus.
- f) élimination de tous les débris de végétaux morts conformément au f) de la note ci-dessus dans cette emprise de 10m au nord de la piste. Enfin il n'existe pas de bâtiment industriel à moins de 20 m d'un peuplement de résineux, ni à moins de 30m d'un bâtiment ICPE comportant un risque

d'explosion ou d'incendie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

